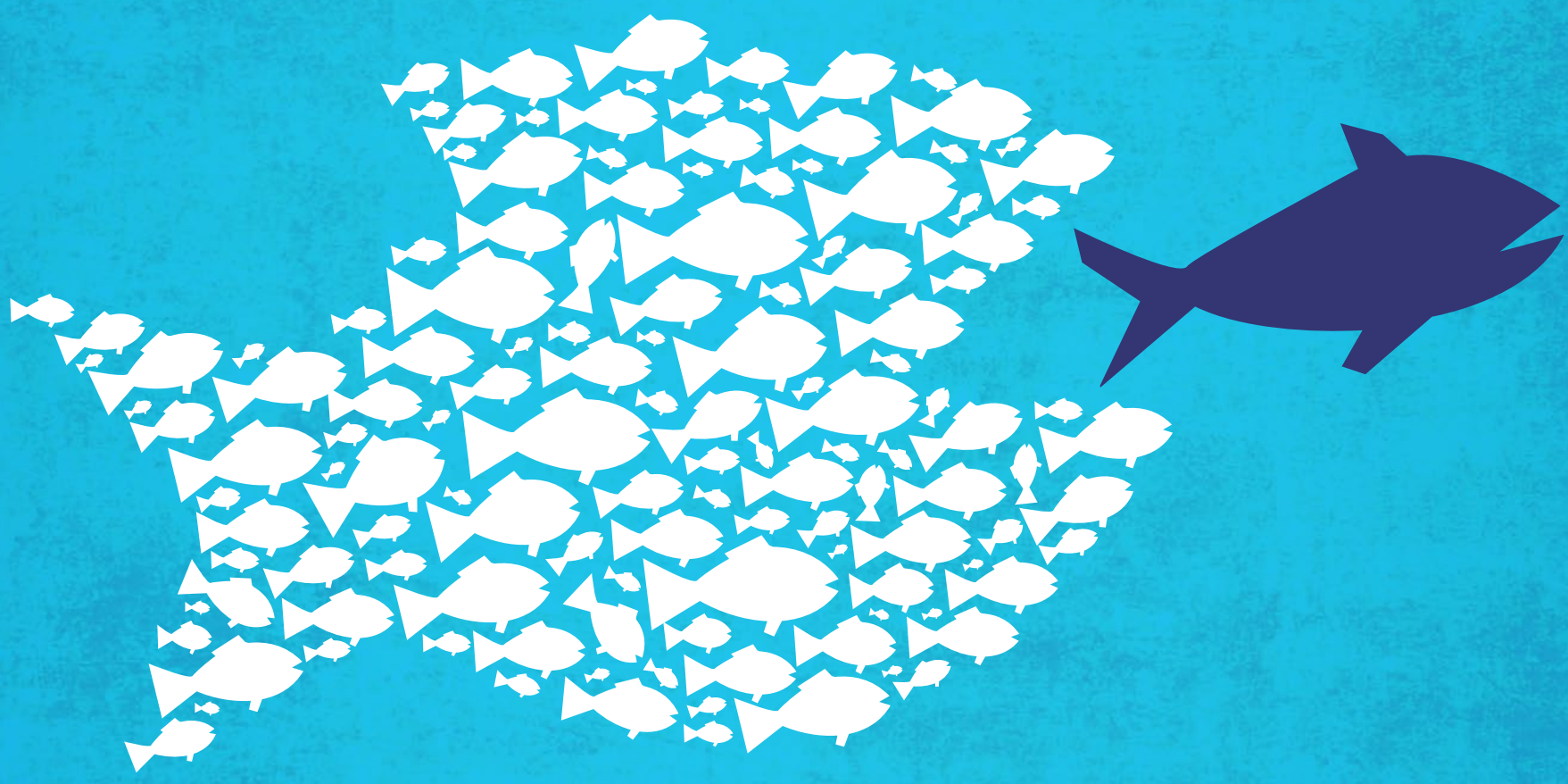
DÉCLICS

ET DES CLAQUES

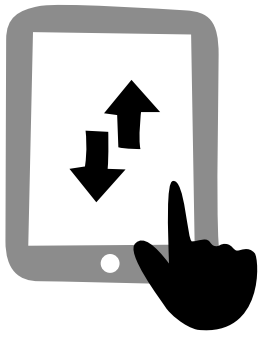
N°19
DECEMBRE 2014



ENSEMBLE, LES ARTISANS RÉSISTENT MIEUX À LA PRESSION DE L'INDUSTRIE

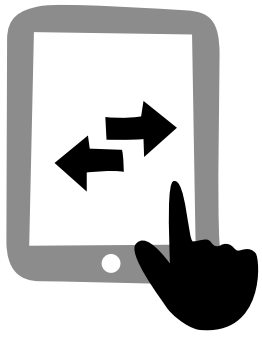
OXFAM
Magasins du monde

COMMENT NAVIGUER DANS LE DECLICS NUMERIQUE ?



NAVIGUER DANS LES ARTICLES

Faites défiler le contenu vers le haut ou le bas pour lire les pages d'un même article.



NAVIGUER ENTRE LES ARTICLES

Faites défiler le contenu vers la gauche ou la droite pour afficher un autre article.

Vous avez accès à du contenu additionnel ou à des fonctions spécifiques lorsque ces icônes sont affichées

SOMMAIRE
Revenir au sommaire

PLUS
Contenu lisible en pop-up

PARTAGE
Via les réseaux sociaux

VIDEO
Lire le contenu vidéo

ACTION
Lire du contenu interactif

AGRANDIR
Agrandir une image

SCROLL
Faire défiler le contenu

LIEN
Accéder à du contenu sur internet

EDITO

LA VICTOIRE DE SISYPHE

Dans le combat sans fin contre la mondialisation et son cortège de délocalisations, de restructurations, de fermetures d'entreprises, de standardisation forcée, comment ne pas tomber dans le fatalisme ou le découragement ?

Pfff... Tout cela nous plombe ! On pense à ce brave Sisyphe qui, pour avoir osé défier les dieux, fut condamné à faire rouler éternellement son rocher jusqu'en haut d'une colline. Pousser, pousser cette pierre encore et encore jusqu'au sommet, pour la voir redescendre et sans cesse recommencer !

En écoutant les artisans de CIAP, le partenaire péruvien que nous mettons à l'honneur dans ce numéro de Déclics, nous plongeons dans un univers où Sisyphe a enfin trouvé comment échapper à son destin : en se regroupant avec d'autres, il trouve plus de force. Il peut enfin souffler et réfléchir à la meilleure stratégie pour remonter la pente. Malgré les bourrasques et les vents contraires, il trouve un petit coin pour y déposer son rocher et s'y abriter.

Et si les artisans de CIAP nous donnaient envie de faire de même ? Puiser de l'énergie dans la force collective pour repenser notre société, pour réfléchir au sens du mot « travail », pour rajouter de l'humain là où les dieux de l'argent et du capital voudraient nous imposer leur loi...

Ce ne sera pas un voyage sur un long fleuve tranquille, mais le rêve en vaut la peine !

Roland d'Hoop

Vous aimez le magazine Déclics ?

Likez ou partagez sur Facebook !

J'AIME PARTAGER

DÉCLICS

DÉCLICS ET DES CLAQUES
N° 19 - DÉCEMBRE 2014

Magazine d'Oxfam-Magasins du monde
Paraît 3 fois par an

CONTACT

redaction@mdmoxfam.be
www.omdm.be/declics

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Roland d'Hoop
Textes
Olivier Bailly, Amélie Bureau Roland d'Hoop, Valentine Hanin, Patrick Veillard et Chloé Zollman.

GRAPHISME ET RÉALISATION

Oxfam-Magasins du monde
Lorent Fritsche

Editeur responsable : Pierre Santacatterina, Oxfam-Magasins du monde, 285 rue Provinciale, 1301 Wavre.

Oxfam-Magasins du monde a.s.b.l. fait partie d'Oxfam-en-Belgique, qui est membre de la confédération internationale Oxfam.

Ce magazine est réalisé avec le soutien de la Coopération Belge au Développement

Avec le soutien de LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

OXFAM Magasins du monde

FIN DE L'ARTICLE

NEWS

PARTENAIRE

CIAP

Une organisation dont les actionnaires sont les artisans.

REGARDS CROISÉS

SAWB & L'OBSERVATOIRE D'ÉCONOMIE SOCIALE

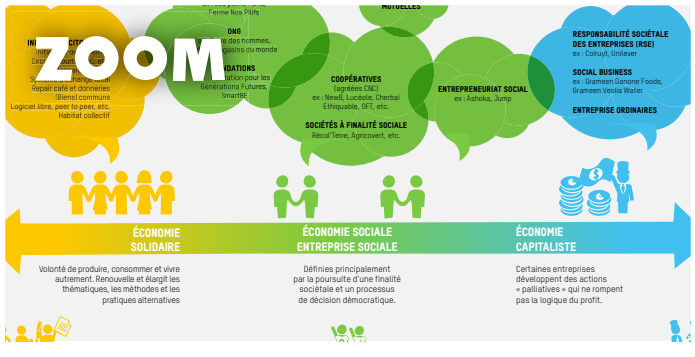
DOSSIER

DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

CIAP un modèle à suivre

C'EST POSSIBLE

LA POISSONNERIE : Vivre et se loger autrement au cœur de la ville



CIAP

UN MODÈLE DE DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

Patrick Veillard

Le renforcement économique des partenaires et la gestion démocratique des organisations sont deux principes essentiels du commerce équitable selon Oxfam-Magasins du monde. Il s'agit de fournir à nos partenaires un cadre de développement socio-économique stable, en dépassant les critères de base du commerce équitable, tels que le prix juste, l'accès aux marchés et le préfinancement. Ce soutien renforcé inclut par exemple des formations, un accompagnement au développement de produits ou la garantie d'un partenariat à long terme.

L'organisation péruvienne CIAP est un bon exemple de mise en œuvre de ces principes au profit des artisans et de leur communauté. Fondée à l'origine par un prêtre ouvrier venu travailler « avec les plus pauvres », CIAP est une organisation coupole qui donne un accès aux marchés d'exportation à des artisans organisés de manière particulièrement démocratique.

CIAP

Centrale Interrégionale d'Artisans du Pérou

700 TRAVAILLEURS

21 GROUPES D'ARTISANS

POUR EN SAVOIR PLUS :

Regarder la capsule vidéo

Ou surfer sur
www.oxfam.org/fr/pays/perou

LES BÉNÉFICES AU QUOTIDIEN DU RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE

SOUTIEN AUX COMMUNAUTÉS LES PLUS DÉFAVORISÉES

Au début, nous étions un groupe de femmes décidées à soutenir d'autres victimes d'harcèlement et en situation de grande pauvreté dans le bidonville de Cerro Chavarría. Pour nous, la seule manière d'y arriver était de leur proposer du travail. Les femmes travaillent pour se développer personnellement et pour se former. Nous avons commencé avec un atelier de confection d'objets très simples, comme des ceintures. Nous travaillons en autogestion.

Rosa Pacheco

Association Casa Betania (groupe de femmes de Lima) - membre de CIAP
Confection à la main de vêtements et accessoires.

Touchez les images pour accéder aux témoignages

Romulo Calderon

Emiliano Orellana Castro

LES BÉNÉFICES AU QUOTIDIEN DE LA GESTION PARTICIPATIVE

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS - EMPOWERMENT

L'avantage de s'associer est de pouvoir partager avec d'autres artisans, de s'aider et de répondre plus facilement aux commandes... Bref, d'être plus fort que si l'on reste seul. Personnellement, j'ai aussi appris beaucoup de choses en étant vice-présidente de CIAP. J'ai pu me développer et m'améliorer en tant que personne. J'ai pu ouvrir les yeux, faire d'autres choses et suivre beaucoup de formations.

Marcelina Lagos Robles

Association Awaqkuna, (groupe de Chaclacayo) - membre de CIAP
Confection de tapis traditionnels et d'accessoires en cuir.

Touchez les images pour accéder aux témoignages

Samuel Huaman

Emiliano Orellana Castro

L'ARTISANAT ÉQUITABLE

UN OUTIL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ AU PÉROU

Ah le Pérou ! Une destination mythique, évoquant pêle-mêle les incas, les lamas, le Machu Picchu... Au-delà de ces images de carte postale, le Pérou, c'est aussi l'une des économies les plus dynamiques d'Amérique latine, avec plus de 6% de croissance du PIB par an en moyenne ces 10 dernières années. Mais cet important développement – lié principalement au boom des matières premières, en particulier dans le secteur minier – n'a profité qu'à une partie de la population. Le pays reste en effet marqué par un fort taux de pauvreté (26 % en 2012), par le poids de l'économie informelle (60 % de la population active) et par les disparités sociales, ethniques et géographiques. Les populations les plus pauvres, exclues de la modernisation du pays, sont essentiellement des communautés indigènes vivant en milieu rural, dans la Sierra ou l'Amazonie. Ne disposant le plus souvent ni d'eau ni d'électricité, elles vivent principalement de l'agriculture (céréales, dont le quinoa, et les pommes de terres), de l'élevage et de l'artisanat.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Lire l'analyse «*artisanat et identité culturelle un défi à la mondialisation*»

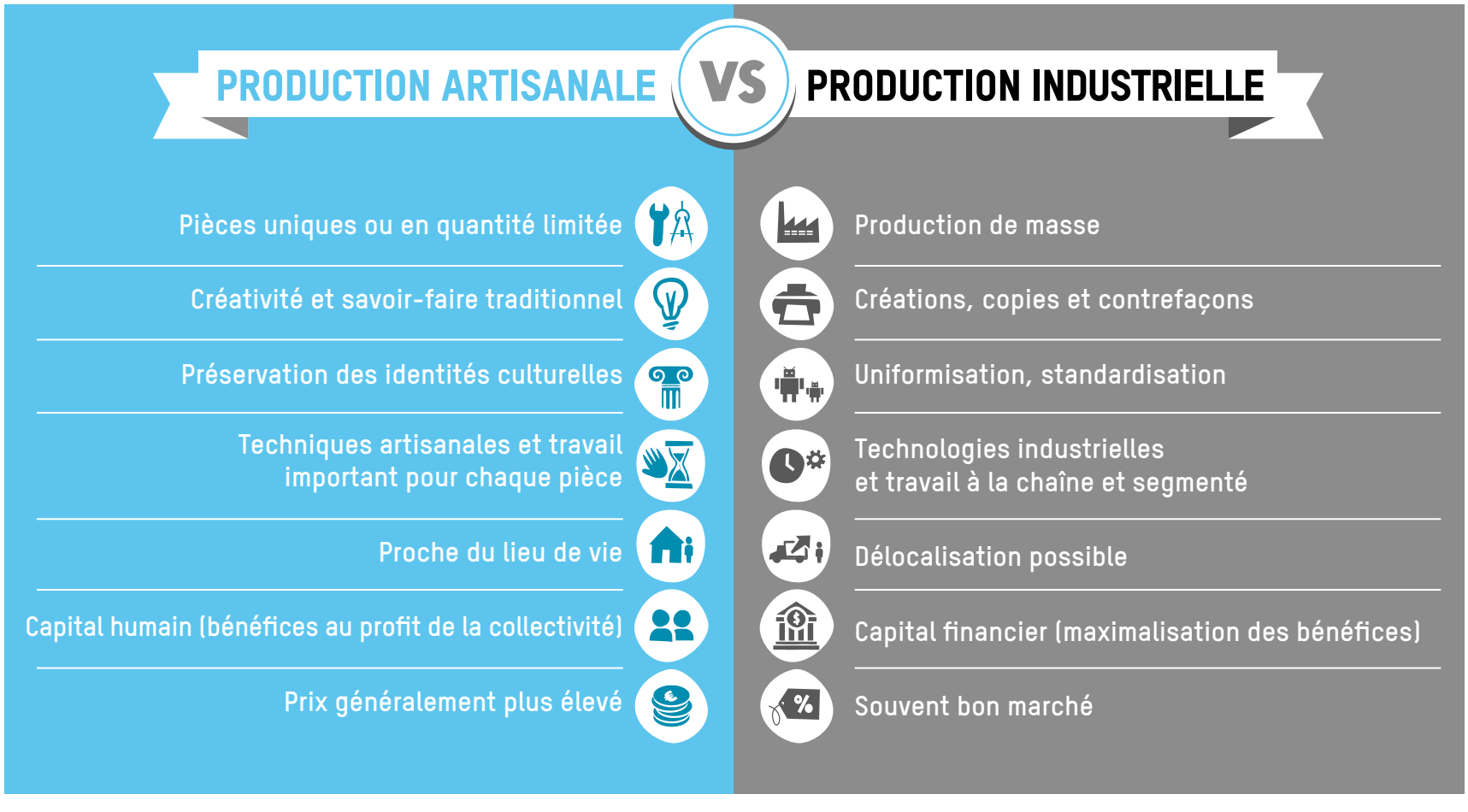
Glisser sur l'image pour faire défiler les photos

ARTISANAT ÉQUITABLE VERSUS ARTISANAT CONVENTIONNE

Le secteur artisanal conventionnel au Pérou relève encore majoritairement du secteur informel dont les revenus sont peu élevés et irréguliers. Si certains artisans arrivent à vendre leur production aux touristes étrangers sur les marchés locaux, beaucoup, situés dans des zones rurales arides, pauvres et excentrées, n'ont pas cette chance. Ils doivent alors vendre leur production à des intermédiaires, qui ne leur offrent pas un prix suffisant pour couvrir le coût des matières premières et de main d'œuvre. Des organisations de commerce équitable telles que CIAP assurent à leurs membres artisans des débouchés sur les marchés d'exportation équitables, tout en leur fournissant un support technique (formations en production, gestion, communication, etc.).

Cela permet à ces populations pauvres de bénéficier de revenus plus réguliers et de conditions de travail décentes. Ce n'est pas toujours facile : les artisans subissent une forte concurrence, notamment des produits « made in China ».

Ces conditions difficiles créent parfois un sentiment de lassitude ou de stagnation chez les producteurs. Malgré tout, l'artisanat équitable reste un gage de stabilité et de renforcement économique, en particulier pour les producteurs les plus marginalisés, comme le prouvent la grande autonomie des artisanes ou le nombre d'enfants allant à l'école (ou même pour certains à l'université).



« PARLER D'ÉGAL À ÉGAL AVEC LES GRANDS »

Face aux difficultés, les artisans de CIAP tentent par ailleurs de s'organiser, notamment en formant des groupements associatifs. Ces groupes leur permettent de décider démocratiquement des orientations stratégiques de l'organisation, tout en formant de véritables réseaux de solidarité. CIAP divise par ailleurs ses groupes en 3 catégories, selon leur niveau de professionnalisation. L'objectif est de ne pas exclure les populations les plus marginalisées, qui ont souvent des difficultés en termes de qualité, de délais, ou d'emballage par exemple. Parmi eux se trouvent de nombreux artisans stigmatisés car issus de régions en lien avec les guérillas des années 80-90. CIAP leur permet de retrouver un emploi, une nouvelle carte de citoyenneté ou tout simplement une dignité.

A un niveau plus institutionnel, la force collective des artisans de CIAP a permis d'effectuer au milieu des années 2000 un important travail de plaidoyer auprès des autorités péruviennes (proposition de certification péruvienne de commerce équitable, projet de loi de soutien au secteur, notamment en termes de sécurité sociale). Pour CIAP, l'organisation collective des petits artisans producteurs démontre qu'eux aussi peuvent « être concurrentiels, former des conglomérats économiques et parler d'égal à égal avec les grands » .

Glisser sur l'image pour faire défiler les photos

LORS DU 17ÈME ANNIVERSAIRE DE CIAP, SON PRÉSIDENT, JAVIER FLORES RÉSUME L'HISTOIRE DE CETTE ORGANISATION.

« Il y a 17 ans, nos artisans avaient peu de chances de s'imposer sur le marché. Pourtant, grâce à un travail collectif sans relâche et confiants dans l'avenir, nous sommes arrivés à faire beaucoup. Nous sommes à présent une famille de micro-entreprises toujours prête à progresser.

LES PRINCIPES DE CIAP

1 Promouvoir les valeurs humaines telles que l'honnêteté, la transparence, la responsabilité de nos actes, pour lutter contre la corruption et l'individualisme.

2 S'organiser ensemble pour contrer l'injustice, l'exploitation et la crise économique.

3 Développer le commerce équitable, juste et solidaire pour améliorer la condition des artisans.

4 Défendre et préserver l'identité de la Culture Andine (traditions, folklore, langue, art, technologie, artisanat) dans le sens de l'esprit communautaire.

5 Promouvoir une lutte non-violente active contre un système néolibéral qui nie le principe de participation (indigènes, populations défavorisées).

CIAP

Une organisation dont les actionnaires sont les artisans.

CIAP DANS LE TEMPS

1980-1990
Années noires du terrorisme et du conflit entre la guérilla du Sentier lumineux et l'armée : beaucoup d'artisans fuient leur région pour se réfugier à Lima. Ils s'installent sur des terrains inoccupés

1992
Fondation de CIAP par 4 organisations d'artisans

1998
Membre de l'IFAT (International Fair Trade Association)

1999
Création du site web

2001
Création de Pachamama, entreprise de tourisme équitable et durable

2002
Création de la Coopérative de crédit, qui accorde des micro-crédits aux artisans pour différents projets

2003
Création de Intercrafts Perú, structure chargée de commercialiser les produits des artisans membres de CIAP

2004
Participation à la création du réseau péruvien du commerce équitable

2005
Incidence politique avec la création de la loi de l'artisan (Ley del artesano)
Exposition Manos Artesanas et création de la boutique de commerce équitable à Puno – "*K'antu*".

2007
Promulgation de la Loi de l'artisan

2010
Création de ECOSOL PERÚ SAC, entreprise créée pour administrer les boutiques équitables de CIAP (à Lima et Puno)
1ère rencontre nationale d'artisans au Pérou

2011
Organisme pilote pour la certification SFTMS (Sustainable Fair Trade Management System) a permis la création du nouveau système de Garantie WFTO)

2012
2ème rencontre nationale d'artisans au Pérou et 1ère rencontre de femmes artisanes

2014
Lancement de l'Observatoire d'Economie Sociale, Solidaire et Populaire

Justine Lamarche est la toute nouvelle directrice de CIAP. Après des études à Paris et un master en management de projets humanitaires, cette jeune française se rend en 2011 au Pérou pour travailler comme stagiaire au sein de CIAP et avec les artisanes tisseuses de laine d'alpaga à Puno (région du Sud-Est du Pérou). De retour en France, elle s'attèle à chercher des subventions pour mener des projets là-bas, et remporte le label Co développement de la Mairie de Paris. Avec ce subside, elle repart au Pérou en 2013 et achète des machines à tricoter pour les artisanes de Puno. Le montant leur permet également de suivre des formations techniques. En juin 2014, elle pose sa candidature au poste de directrice. L'aventure CIAP continue pour elle...

INTERVIEW

Propos recueillis par
Valentine Hanin et Roland d'Hoop

Justine Lamarche
Directrice de CIAP

Déclics : Pouvez-vous nous parler de votre expérience auprès des artisanes de Puno ?
Justine Lamarche : C'était tout nouveau pour moi. C'est une autre réalité. Les paysages, la culture, la langue, leur façon de vivre... Tout est très différent. De plus, j'ai découvert un processus très artisanal de production de la laine d'alpaga. J'ai tout de suite été passionnée !

Déclics : Qu'apporte de plus le commerce équitable aux artisans membres de CIAP ?
Justine Lamarche : C'est une opportunité pour eux d'élargir leur clientèle et de pouvoir vendre à l'extérieur du marché local. De plus, les prix pratiqués sur ce marché local ne leur permettaient pas de pourvoir vivre décemment. Grâce aux revenus du commerce équitable, les artisanes de Puno, par exemple, investissent réellement pour développer leurs conditions de vie : amélioration du lieu de travail, éducation des enfants (la majorité de leurs enfants sont scolarisés et font des études supérieures). Cela permet également de renforcer les compétences des artisans, d'un point de vue technique ou administratif par exemple, et de mener des projets plus spécifiques.

Déclics : Quelle est la proportion entre les femmes et les hommes au sein des artisans ?
Justine Lamarche : A Puno, 95 % sont des femmes et sont spécialisées dans le tricot. A Lima, la grande majorité des artisans sont des hommes qui réalisent les bijoux, les instruments de musique et les objets en céramique. Si l'on fait un total de tous les artisans, les femmes sont majoritaires.

Déclics : Comment se passent les prises de décision au sein de CIAP ?
Justine Lamarche : Dans chaque association d'artisans, il y a un président, une secrétaire, un responsable commercial et un trésorier. Ce sont quatre ou cinq personnes membres du bureau élus pour deux ans. Les artisans gèrent donc la partie associative, fixent leur prix de vente à Intercraft Pérou (ndlr : la partie de CIAP qui s'occupe de la commercialisation extérieure, créée par les artisans, qui en sont actionnaires). Ils se réunissent une fois par mois. Toute proposition est discutée lors de ces réunions. Les accords se prennent en groupe. Les actionnaires-artisans ont donc le dernier mot !

Composée de 21 groupes d'artisans organisés de manière collective, l'association CIAP permet à 700 travailleurs (2000 personnes si on inclut les familles) d'améliorer leurs revenus de manière régulière. Pour ces artisans, le soutien offert par l'association est d'autant plus important qu'ils vivent pour la plupart dans les quartiers pauvres de Lima et les hauts plateaux péruviens (Huancayo, Ayacucho et Puno).

Déclics : Est-ce que ce type de fonctionnement engendre des difficultés ?
Justine Lamarche : Oui. Les changements proposés se heurtent parfois à de la réticence de la part des artisans. Néanmoins, ils sont conscients aujourd'hui de la nécessité de s'ouvrir au changement pour que leur système de commerce perdure. À la création de CIAP, un des objectifs était de s'organiser en association pour être plus forts face au commerce conventionnel. Malheureusement, certaines associations ont créé leurs entreprises, une forme de concurrence est apparue entre associations et certaines tensions se sont installées au sein même du groupe.

> Les activités communautaires et sociales organisées par l'association sont primordiales pour les familles les plus défavorisées. Elles permettent entre autres de financer du matériel scolaire, d'acheter des vêtements et d'accéder aux soins médicaux. Les femmes sont les premières bénéficiaires des projets menés par CIAP. Nombreuses sont celles qui gèrent les entités locales ou sont actives en assemblée.

Déclics : Est-ce que CIAP fait du plaidoyer auprès du gouvernement ?
Justine Lamarche : Par le passé, CIAP faisait plus de plaidoyer politique. Elle avait d'ailleurs participé à la création de la Loi de l'Artisan (voir page 2). Aujourd'hui, à cause de restructurations internes et du manque de budget, nous sommes plus limités dans ce type d'actions. Nous nous concentrons davantage sur le développement de projets que sur le plaidoyer. CIAP fait partie néanmoins de plusieurs réseaux nationaux tels que le « Réseau d'économie solidaire » (voir « Regards croisés » avec l'Observatoire de l'économie sociale, solidaire et populaire dont CIAP fait partie).

Déclics : CIAP est-elle connue du public local ?
Justine Lamarche : Par le passé, les produits n'étaient destinés qu'à l'exportation. Aujourd'hui, le public tend à se diversifier et l'intérêt local grandit, notamment dans les beaux quartiers de Lima, grâce à la qualité des produits et aux valeurs défendues.

Déclics : Est-ce que la défense d'une identité culturelle est importante aux yeux des artisans ?
Justine Lamarche : Oui. Les artisans sont fiers de revendiquer leur appartenance à telle ou telle région. Ils aiment raconter leur histoire de vie et leur cheminement jusqu'à Lima. Ils ont toujours un lien très fort avec leur région d'origine, même s'ils sont à Lima depuis vingt ou trente ans. Dans la mesure du possible, ils essaient de développer des modèles qui ont toujours une iconographie locale.

Déclics : Comment se passe la transmission de savoir-faire vers la jeune génération ?
Justine Lamarche : Comme dit précédemment, beaucoup d'enfants d'artisans vont à l'école et parfois à l'université. Ils s'intéressent de moins en moins à l'artisanat car ne le voient pas comme une activité assez rentable. Certains « anciens » tentent néanmoins de former des jeunes pour que ces derniers prennent le relai de l'activité artisanale. Il faudra, dans les années à venir, se tourner vers d'autres acteurs, dans d'autres régions où l'artisanat est encore bien présent. À Lima, la tentation est grande pour certains de travailler dans la construction ou dans d'autres secteurs plus lucratifs.

Déclics : Est-ce que les artisans ont une conscience politique des enjeux du commerce équitable ?
Justine Lamarche : Certains artisans sont plus engagés que d'autres et participent à des événements, donnent des cours, voyagent à l'étranger. Néanmoins, la grande majorité se consacre uniquement à l'activité artisanale.

Glisser sur l'image pour faire défiler les photos

NEWS

ÉPINGLÉ

DU PAIN OU DES JEUX ?

En France, Philippe Layat, un agriculteur de la région de Lyon, a fait le buzz. Son terrain, où il cultive des céréales et élève des brebis, est menacé d'expropriation pour la construction du futur stade de foot de l'Olympique lyonnais. En très peu de temps, des milliers d'internautes ont soutenu son combat pour garder sa terre. Le foot n'est évidemment pas le seul ennemi des agriculteurs : leurs terres sont grignotées chaque jour par des nouveaux quartiers résidentiels, des zonings industriels, des centres commerciaux ... Quand il n'y aura plus assez de paysans ni de terres agricoles en Europe occidentale, allons-nous compter sur les pays de l'Est ou du Sud pour nous nourrir ? Un débat loin d'être clos sur lequel nous reviendrons dans un prochain numéro de Déclics !

ÉPINGLÉ

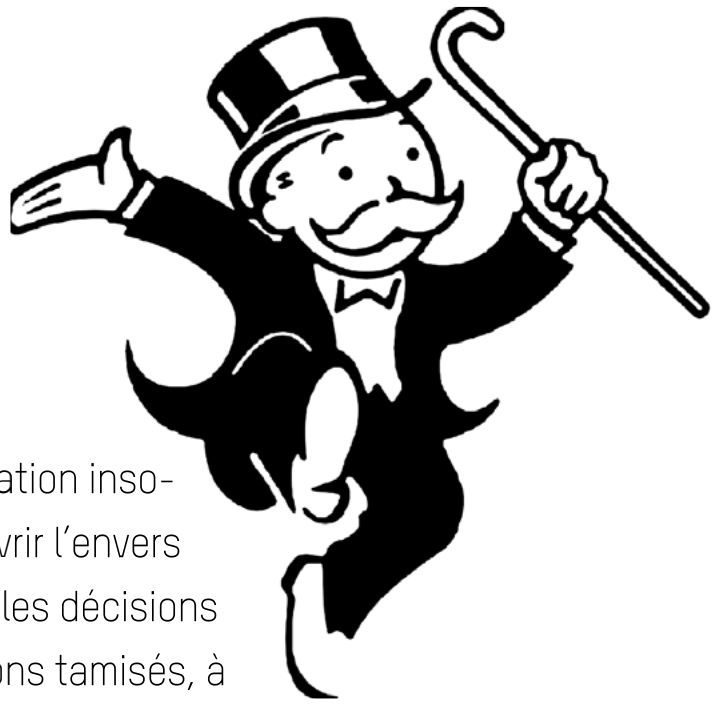
MEXIQUE : MONSANTO VICTIME D'UNE PIQÛRE D'ABEILLE

Les apiculteurs de la péninsule du Yucatán ont remporté un procès contre le géant Monsanto, après deux ans de procédures. Ils s'opposaient à la décision du Ministère de l'Agriculture d'autoriser la plantation d'OGM. Le juge a refusé et exigé, conformément à la constitution mexicaine, la tenue de référendums dans les communautés autochtones avant tout changement. Parfois les piqûres de rappel font du bien !

En savoir plus

ÉPINGLÉ

UNE VISITE INSOLITE À BRUXELLES : LE LOBBY TOUR



Vous cherchez une destination insolite ? Vous rêvez de découvrir l'envers du décor du pouvoir, là où les décisions se prennent dans des salons tamisés, à l'abri des regards ? N'attendez plus et inscrivez-vous au «Lobby tour ». L'Observatoire du lobbying se fera un plaisir de vous expliquer que Bruxelles est la ville européenne où les lobbyistes pullulent (ils sont presque aussi nombreux que les employés de la Commission européenne, soit près de 30 000 !). Vous apprendrez où et comment le traité transatlantique (TTIP) pourrait débarquer sans crier gare et comment l'industrie du tabac pollue les bureaux de la Commission. Il propose même une application pour smartphone afin de vous plonger au cœur des hauts lieux du lobbying à Bruxelles.

En savoir plus

EN CHIFFRE

C'est ce que le gouvernement israélien veut bien concéder comme zone de pêche aux habitants de Gaza. Autant dire, rien. Non seulement Israël empêche les Gazaouis de se nourrir, mais en plus elle attaque leurs bateaux.

Oxfam a répertorié au moins 177 attaques dans la première moitié de 2014, soit presque autant qu'au cours de toute l'année 2013... Si tu empêches un homme de pêcher, tu lui apprendras à se révolter toute sa vie...

En savoir plus

LA POISSONNERIE : VIVRE ET SE LOGER AUTREMENT AU CŒUR DE LA VILLE

Trouver un toit à Bruxelles, ce n'est pas toujours facile, surtout en ces temps de crise. Parmi les solutions alternatives, l'occupation temporaire d'immeubles vacants est une sorte de mélange entre le squat et le kot à projet. Le principe est d'utiliser un espace libre afin d'y mener un projet à court ou à long terme. C'est l'objectif poursuivi par « La Poissonnerie », située rue du Progrès, près de la gare du Nord à Bruxelles.

Amélie Bureau

Glisser sur l'image pour faire défiler les photos

PETIT POISSON DEVIENDRA GRAND

En septembre 2011, la Poissonnerie ouvre ses portes, après qu'une convention d'occupation temporaire ait été signée entre Infrabel et les représentants de l'asbl Woningen123Logements. Les locaux sont aménagés en logements et en espaces communs destinés à accueillir initiatives citoyennes et activités collectives de tous types. On en parle souvent comme d'un squat, mais l'organisme dispose en fait d'un statut légal et est donc une organisation de logements autogérés basée sur un modèle participatif. Avec le temps, la Poissonnerie est devenue un espace communautaire créatif, accueillant et animé, qui compte aujourd'hui neuf résidents permanents.

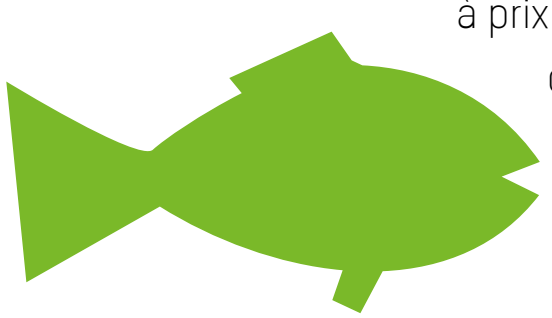
UN PROJET DE COLLABORATION

Les activités de la Poissonnerie sont réalisées grâce à différents partenariats, tels que :

- **Logements 123**
  Initiateur du projet, collaborateur et modèle d'autogestion participative
  En savoir plus
- **Les amis d'Aladdin –**
  Organisation du « Magasin » et promotion des services
  En savoir plus
- **Schieve weg**
  Entretien d'un potager communautaire, permaculture

COMME UN POISSON DANS L'EAU

Plutôt que de payer un loyer, les résidents contribuent via la Participation aux Frais (PAF). Le fonctionnement n'est donc assuré que par la contribution des membres. En contre-partie, les occupants s'engagent à organiser régulièrement des ateliers et évènements ouverts à tous. Ces activités visent généralement à questionner notre société, en proposant des alternatives qui mobilisent le quartier ou un public plus large. Le « Jeudi de la sardine », par exemple, consiste en une soirée hebdomadaire où l'on récupère les invendus du marché pour cuisiner une table d'hôte végétarienne, ouverte à tous et à prix libre. Des soirées « scène ouverte » sont également organisées pour offrir un espace d'expression artistique. Le « Magasin » est toujours accessible lors des repas ou activités de La Poissonnerie : on peut y trouver nourriture, vêtements, livres, jouets, chaussures et accessoires divers, toujours à prix libre. Enfin, une école de devoirs est proposée aux enfants du quartier, grâce au soutien de l'association Welpen van Brussel. D'autres activités ponctuelles sont proposées, telles que des ateliers de menuiserie ou de production audiovisuelle (studio 1 bis live), pour lesquels seuls des matériaux recyclés sont utilisés.



Glisser sur l'image pour faire défiler les photos

Dans tous les cas, la Poissonnerie fait la promotion du recyclage de matériel, des produits de seconde main ou de la récupération d'invendus. Ces initiatives s'inscrivent dans le questionnement du modèle dominant de consommation.

IL N'Y A PAS DE POISSON SANS ARÊTE

Comme toute organisation communautaire, l'effort de chacun est nécessaire pour la continuité du projet. L'autogestion implique un engagement assidu et constant.
Pour l'instant, la Poissonnerie tient bon et développe ses activités malgré les difficultés, car les porteurs du projet tentent de profiter le plus possible des installations avant sa fermeture. En effet, l'accord d'occupation signé avec Infrabel étant temporaire -car dépendant du début des travaux d'élargissement du chemin de fer- personne ne sait à quel moment il faudra plier bagage.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Regarder la capsule vidéo

RENCONTRE ENTRE LA SAW-B ET L'OBSERVATOIRE D'ÉCONOMIE SOCIALE, DE L'UNIVERSITÉ DE SAN MARCOS DU PÉROU

OBSERVATOIRE D'ÉCONOMIE SOCIALE

Universidad Nacional Mayores San Marcos, Pérou

Luis Montoya et Ela Perez

Professeurs à la Faculté de Sciences sociales

Tous les deux ont participé à la mise en place de l'Observatoire.

SAW-B

Fédération belge francophone d'économie sociale.

Frédérique Konstantatos

Chargée de projets en éducation permanente

L'économie sociale et solidaire est-elle une réelle alternative au modèle économique dominant actuel, tant au Pérou qu'en Belgique ? C'est ce que nous avons voulu savoir à travers ce « Regards croisés » entre deux acteurs d'économie sociale distants de 10.500 kilomètres et confrontés à des enjeux communs mais parfois spécifiques.

INTERVIEW

Propos recueillis par
Valentine Hanin er Roland d'Hoop

Estimez-vous que l'économie sociale est une alternative au capitalisme ou est-elle plutôt une démarche qui peut se concilier avec ce modèle économique dominant ?

Luis Montoya : les alternatives d'économie sociale ne s'opposent pas réellement au modèle dominant, elles ont juste une orientation différente : elles se tournent vers l'humain, la culture, l'environnement. Elles représentent un espoir et une manière d'imaginer la société autrement.

Ela Perez : l'économie sociale est un canal de relations humaines. Les interactions entre les gens sont différentes de celles du modèle capitaliste. La communauté y joue un rôle important. Et les gens aussi ont une place différente, en tant qu'individus.

Frédérique Konstantatos : nous évoluons dans des contextes très distincts. Je suis toutefois d'accord avec mes collègues du Pérou pour dire qu'il existe une différence entre l'économie sociale et le capitalisme. Les objectifs de ces deux formes d'économie sont fondamentalement différents : d'une part, le but est la recherche de profit financier pour un petit nombre et d'autre part, c'est la finalité sociale, l'utilité pour la communauté. Mais toutes les entreprises sociales avec lesquelles nous travaillons n'ont pas la même position par rapport au modèle économique dominant : certaines pensent changer les choses à l'intérieur du capitalisme et d'autres se voient plus à la marge, développant un changement de société.

Pensez-vous que l'économie sociale permet à ses travailleurs de développer une réelle critique et réflexion politique sur leur société ?

Luis Montoya : les entreprises d'économie sociale ne sont pas directement liées à la politique gouvernementale, elles ne développent généralement pas de discours politique fort. Néanmoins, étant donné que l'économie sociale, solidaire et coopérative évolue dans de nombreux domaines, les relations avec la politique et avec le pouvoir sont inéluctables.

TOUTES LES ENTREPRISES SOCIALES AVEC LESQUELLES NOUS TRAVAILLONS N'ONT PAS LA MÊME POSITION PAR RAPPORT AU MODÈLE ÉCONOMIQUE DOMINANT

Ela Perez : les engagements politiques sont difficiles pour les différents groupes d'économie sociale, parce qu'ils travaillent chacun de leur côté. Par exemple, les revendications des artisans ne sont pas entendues par le gouvernement, qui ne s'intéresse pas réellement à l'artisanat. Ils ne font pas partie du plan économique, comme en Bolivie ou en Equateur. Par contre, d'autres groupes, comme les producteurs de café, ont obtenu du gouvernement une réduction de l'impôt sur leurs productions. Chaque groupe a son propre agenda politique et l'incidence de chacun dépend de son importance. La politique locale est, dans tous les cas, plus accessible que la politique nationale pour ces groupes.

LES REVENDICATIONS DES ARTISANS NE SONT PAS ENTENDUES PAR LE GOUVERNEMENT, QUI NE S'INTÉRESSE PAS RÉELLEMENT À L'ARTISANAT

Frédérique Konstantatos : en Belgique, la situation est un peu différente, puisque les travailleurs des entreprises d'économie sociale n'avaient pas nécessairement l'objectif de faire partie d'une alternative. C'est en cherchant un emploi qu'ils sont tombés dans l'économie sociale. Ils ne savent pas toujours que leur entreprise est différente des autres. Ça peut s'expliquer par le fait qu'il s'agit d'entreprises bien établies qui ont des manières de fonctionner, de communiquer et de travailler fort semblables aux entreprises traditionnelles.
En tant que fédération, notre rôle est de susciter la réflexion des travailleurs , afin qu'ils s'approprient l'alternative économique et sociale que représente leur entreprise, qu'ils comprennent son projet et développent un regard critique bien nécessaire face à la tension entre la viabilité économique et les valeurs sociales ! Cela se fait petit à petit, ce n'est pas facile, mais en général, les gens en sont très satisfaits. C'est important de s'arrêter, de discuter et de chercher le sens de ce que l'on fait.

Selon vous, la crise économique est-elle une opportunité pour développer de nouveaux projets d'économie sociale ou, au contraire, risque-t-elle de les anéantir ?

Frédérique Konstantatos : l'économie sociale est née d'un manque, d'une nécessité. Lorsqu'il y a un besoin que l'Etat ne prend pas (ou plus) en charge, que le marché ne juge pas rentable, l'économie sociale recherche des solutions collectives. On peut donc penser que les crises économiques sont propices à la naissance d'initiatives d'économie sociales. Cependant, la crise peut également constituer une menace pour ces initiatives. En Belgique par exemple, il y a de plus en plus de chômeurs qui perdent leurs allocations. L'Etat est alors tenté de considérer l'économie sociale comme la solution à ces problèmes, une sorte de pansement d'urgence aux travers du capitalisme. Notre ambition n'est pas là. Nous proposons une autre conception de l'économie qui remet l'humain et non le profit au centre de l'activité.

Ela Perez : je crois aussi que c'est à la fois une opportunité et une menace. En réalité, nous vivons depuis longtemps dans un contexte de crise et l'organisation populaire a toujours pu affronter des situations difficiles. L'Etat ne garantit que très peu de protection sociale et les gens s'organisent donc pour pallier aux manques. La crise est donc un véritable foyer d'invention et d'initiatives sociales. Néanmoins, la crise est également une menace, puisque, comme l'a dit Frédérique, nous ne pouvons pas seulement servir de « pansement ». Le discours politique derrière l'économie sociale est plus fort.

NOUS PROPOSONS UNE AUTRE CONCEPTION DE L'ÉCONOMIE QUI REMET L'HUMAIN ET NON LE PROFIT AU CENTRE DE L'ACTIVITÉ

La démocratie participative est-elle envisageable à l'heure où la mondialisation oblige de plus en plus les entreprises à réagir rapidement ? Est-ce possible de combiner démocratie et efficacité ?

Ela Perez : oui, c'est possible de combiner les deux. Les entreprises fonctionnent selon deux logiques : la logique entrepreneuriale, où les décisions sont prises par les dirigeants car il faut répondre à une demande commerciale ; et une logique démocratique de prises de décisions en assemblées. Je crois donc que c'est possible de combiner démocratie et efficacité.

Frédérique Konstantatos : la situation en Belgique est très différente. Nous ne fonctionnons pas avec un système autogéré de façon constante. Lors de nos assemblées générales, il est très important de respecter le modèle « une personne, une voix », et non pas « un euro, une voix ». Au quotidien, les travailleurs ne participent pas à toutes les décisions. C'est quelque chose que notre fédération tente d'encourager, et un de nos objectifs est de favoriser cette participation dans les prises de décisions. Nous aimerions faire reconnaître nos pratiques démocratiques auprès des pouvoirs publics et des syndicats. Il est certain que discuter prend du temps, mais on remarque que plus on associe de parties prenantes à la décision, plus l'intérêt général, le moyen et long terme sont pris en considération.

L'ETAT NE GARANTIT QUE TRÈS PEU DE PROTECTION SOCIALE ET LES GENS S'ORGANISENT DONC POUR PALLIER AUX MANQUES. LA CRISE EST DONC UN VÉRITABLE FOYER D'INVENTION ET D'INITIATIVES SOCIALES

LES ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

INITIATIVES CITOYENNES
Initiatives de transition
Circuits courts, GAC, etc.
Monnaies locales
Système d'échange local
Repair café et donneries
(Biens) communs
Logiciel libre, peer to peer, etc.
Habitat collectif

ASSOCIATIONS
ex : Les petits riens, Ferme Nos Pilifs

ONG
ex : Frère des hommes, Oxfam-Magasins du monde

FONDATIONS
ex : Fondation pour les Générations Futures, SmartBE

MUTUELLES

COOPÉRATIVES
(agréées CNC)
ex : NewB, Lucéole, Cherbai Ethiquable, OFT, etc.

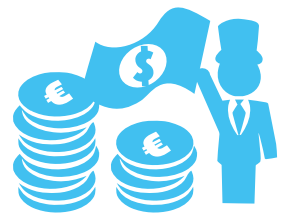
SOCIÉTÉS À FINALITÉ SOCIALE
Récol'Terre, Agricovert, etc.

ENTREPRENEURIAT SOCIAL
ex : Ashoka, Jump

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)
ex : Colruyt, Unilever

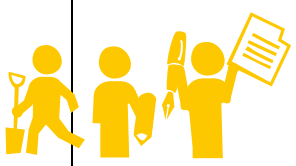
SOCIAL BUSINESS
ex : Grameen Danone Foods, Grameen Veolia Water

ENTREPRISE ORDINAIRES



ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Volonté de produire, consommer et vivre autrement. Renouvelle et élargit les thématiques, les méthodes et les pratiques alternatives



ÉCONOMIE SOCIALE ENTREPRISE SOCIALE

Définies principalement par la poursuite d'une finalité sociétale et un processus de décision démocratique.

ÉCONOMIE CAPITALISTE

Certaines entreprises développent des actions « palliatives » qui ne rompent pas la logique du profit.

FIN DE L'ARTICLE

MOI JE VEUX BIEN MAIS NON

la rubrique chiffrée et objectivement vérifiable, d'Olivier Bailly

PHOTO BENOIT DOPPAGNE

Évidemment que l'aide publique au développement baisse et va continuer de baisser en Belgique. Sans blague. L'heure est à la chasse aux dépenses «pas toujours indispensables» comme dirait Joëlle Milquet à propos de la culture (Joëlle : « J'ai PAS dit ça ! Enfin pas tout à fait. En fait si mais en off. En fait si mais je voulais PAS que cela se sache… »)

Selon l'OCDE[1] , la Belgique a réduit sa solidarité internationale de 6,1 % en 2013. Cette chute s'ajoute aux réductions précédentes depuis 2010. Bilan : de 0,64% du revenu national brut, on en est passé à 0,45%. Coïncidence ? 2010 est l'année à partir de laquelle « le gouvernement belge s'est engagé légalement à dépenser au moins 0,7% de son RNB pour l'aide au développement. » Certes, « la crise financière et la situation budgétaire difficile placent cependant cet objectif hors de portée dans l'immédiat » nous raconte le gouvernement. Et l'immédiat risque de durer puisqu'Alexander De Croo a confirmé des coupes à répétition : de 150 millions d'euros en 2015 à 279 millions en 2019.

De toute façon, les chiffres, on s'en fout un peu. Il paraît que le PS a gagné les élections wallonnes en 2014 et que le Standard peut encore rejoindre les playoffs1. C'est dire si on interprète les chiffres comme on veut... Ainsi, commentant la baisse de l'APD (Aide Publique au Développement) de 2012 à 2013, les autorités compétentes (mais si) avançaient que vu la diminution « des opérations d'annulation de la dette », « les dépenses réelles des coopérations au développement ont légèrement augmenté. »

Et voilà. On ne diminue pas, on se relance, ce n'est pas la même chose. Pas encore convaincus ? En 2009, des petits malins européens avaient pensé lancer le concept «APD plus». Le principe ? Fastoche. On ajoute dans l'APD les investissements étrangers directs, les envois de fonds et les transferts de technologies. Inconvénient : impossible de prouver que cet argent encourage un quelconque développement. Avantage : on s'arroge les mérites de transferts avec lesquels on n'a rien avoir et on gonfle l'APD. Problème : le coup était trop gros et un rapport l'a enterré.

On fait quoi alors ? Didier Reynders a ressorti les vieilles casseroles : orientons les aides dans les domaines où les entreprises belges sont fortes. Pas con. On fait du business et on fait croire qu'on aide. Bien vu. Certes, ces emmerdeurs du CNCD lui ont rappelé que la Belgique avait juré mordicus qu'elle ne lierait pas son aide à des velléités commerciales. Non recevable : c'était en 2005, soit le paléolithique politique. Et Didier de penser très fort (ok, c'est un procès d'intentions) : « Des déclarations, c'est comme les chiffres, ça se tord ». Et à travers (de la gorge)...

1 Source à prendre avec beaucoup de prudence : pour être « aide publique au développement, il suffit « qu'un prêt soit consenti à un taux inférieur à celui du marché (prêt concessionnel) pour qu'il soit considéré comme une aide, même s'il est ensuite remboursé jusqu'au dernier centime par le pays bénéficiaire. » (www.cncd.be) http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/chiffres/apd/

OFFREZ DES TRÉSORS

DES CADEAUX À HAUTE VALEUR ÉQUITABLE.

www.omdm.be

OXFAM
Magasins du monde